Burundi : adoption d'une loi portant organisation de la pêche et de l'aquaculture

@rib News, 16/08/2016 â€“ Source Xinhua Les députés ont adopté mardi un projet de loi portant organisation de la pêche et de l'aquaculture pour mettre sur pied un nouveau cadre juridique dans ce domaine. Le ministre burundais de l'Agriculture et de l'Elevage, Dô Guide Rurema, a indiqué aux députés que les principaux objectifs de ce projet s'inspirent du Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable, du Code de l'environnement et du Code de l'eau au Burundi.

Ainsi, a-t-il expliqué, "le projet de loi vise en particulier à adopter des mesures pour assurer la conservation à long terme et l'utilisation durable des ressources halieutiques, à appliquer l'approche de précaution à la conservation, l'approche écosystémique des pêches, la gestion et l'exploitation des ressources bio-aquatiques afin de les protéger et de préserver l'environnement aquatique". Le projet de loi vise aussi "à conserver les écosystèmes aquatiques afin d'assurer la conservation et la gestion des ressources bio-aquatiques, à empêcher la surexploitation et à mettre en œuvre des mesures d'aménagement afin de s'assurer que la pêche soit proportionnelle à la capacité de reproduction des ressources halieutiques, que leur utilisation soit durable et que la pratique de la pêche illicite soit éliminée". M. Rurema a indiqué que la fixation des termes et des conditions relatives à l'octroi des licences de pêche et la possibilité d'accorder des droits exclusifs d'exploitation des ressources halieutiques en aquaculture et plus généralement l'organisation générale des activités de pêche pourront faire l'objet de règlements à part pris en application de ce projet de loi. Les activités de la pêche au Burundi sont jusqu'aujourd'hui régies par le décret de 1937 sur la chasse et la pêche.